

Transparency International : les multinationales doivent être bien plus transparentes

Les informations rendues publiques par les 105 plus grandes entreprises cotées en bourse portent surtout sur leurs codes de conduite, mais très peu sur les paiements qu'elles versent aux gouvernements

C'est dire que, si ces grandes sociétés publient plus d'informations que par le passé sur leurs programmes anti-corruption, elles doivent cependant faire encore beaucoup pour rendre plus transparentes les informations sur leurs opérations, selon une nouvelle étude conduite par l'organisation anti-corruption Transparency International.

Le rapport, intitulé *Transparency in Corporate Reporting: Assessing the World's Largest Companies* [*Transparence du reporting : évaluation des plus grandes sociétés dans le monde*], évalue donc les 105 entreprises les plus importantes cotées en bourse sur la base de leur engagement public en faveur de la transparence.

Dans l'ensemble, les entreprises ont fait des progrès dans la publication d'informations concernant leur engagement dans des programmes de lutte contre la corruption, en comparaison avec une étude de Transparency International menée sur ces mêmes entreprises en 2008.

La palme de la transparence revient à la société norvégienne Statoil qui obtient une note de 8,3. Statoil publie des informations significatives sur ses programmes anti-corruption, ses filiales, les impôts qu'elle verse et les profits qu'elle réalise dans les 37 pays où elle opère.

L'étude révèle néanmoins que, dans l'ensemble, les banques et les compagnies d'assurance ne publient pas suffisamment d'informations sur leurs mesures de transparence, alors même que l'opacité des structures de certaines sociétés a joué un rôle prépondérant dans les récentes crises financières et que des efforts considérables ont été entrepris pour pallier le manque de transparence dans ce secteur.

À cause du manque de transparence, il est difficile d'identifier les pays dans lesquels les compagnies font des profits, paient des impôts ou contribuent à des campagnes politiques. L'étude montre, par exemple, que les trois quarts des entreprises évaluées n'indiquent pas où sont enregistrées leurs filiales et la moitié environ ne publie pas d'informations relatives à leurs contributions politiques.

« *Les entreprises multinationales peuvent et doivent jouer un rôle significatif dans la lutte contre la corruption au niveau mondial. Alors que le monde cherche encore à se relever de la crise économique de 2008, davantage de dirigeants d'entreprises doivent s'engager contre la corruption* », a déclaré la présidente de Transparency International, Huguette Labelle.

Le rapport de Transparency International est dans notre base « Ressources documentaires », rubrique Institutions et Organisations internationales, Transparency International.